I.E.D.E.S.

TOME XV — N° 58
Avril-juin 1974

REVUE TIERS-MONDE

Milton Santos : Pôles de croissance

Aimé Teyssier d'Orfeuil : Codes des investissements

David McKee et William H. Leahy : Le dualisme et l'intégration régionale et urbaine

Moïses Ikonicoff : Un modèle de développement en Argentine

Georges Fischer : Annie Besant

Denis Bergmann : Développement agricole des Petites Antilles

Isaac Johsua : Industrie sucrière cubaine

Jean-Marie Mignon : Le Plan communal algérien

M. Sadrolachrafi : Production agricole dans les villages iraniens.

Chronique internationale — Bibliographie

EXTRAIT

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

SOUS-DÉVELOPPEMENT ET POLES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

par Milton SANTOS*

La discussion de la théorie des pôles de croissance (1) tombe souvent dans le guêpier du débat sémantique ou dans l'exégèse des idées de son fondateur François Perroux (2) à qui l'on fait parfois un procès d'intention (Coraggio, 1972).

La notion de pôle de croissance a été victime de sa popularité à un moment où l'idée de planification commençait à devenir elle-même un slogan. Cette contemporanéité lui a peut-être été fatale (Lasuen, 1969, p. 140). Devenue un sujet à la mode, on s'est plus préoccupé de la forme que du fond, plus des techniques et des modèles que des explications, c'est-à-dire qu'on a laissé de côté l'approfondissement de la théorie elle-même. Bien que l'on puisse dire avec A. Kuklinski (1970, p. 13) que cette théorie a rarement été appliquée, ou se demander avec B. Berry (1971) s'il s'agit vraiment d'une théorie, elle a néanmoins inspiré une multitude de livres, thèses et articles de toute sorte, peut-être même parce que, comme le note Lasuen (1969, p. 137), les idées de F. Perroux ne furent pas présentées originellement comme un tout cohérent.

Faute d'accord sur le but de la recherche, de nombreux papiers ne font que maintenir une sorte de brouillard sur les définitions essentielles et perpétuent l'usage inconsidéré de cette notion autant dans la théorie que dans la pratique. Ces ambiguïtés ont permis et autorisent encore toute sorte d'équivoques occasionnelles ou volontaires. Mais l'idée elle-même n'a pas perdu de son prestige puisque l'on cherche

* Département de géographie, Université de Toronto. Ancien professeur associé de l'Université de Paris I. Ancien directeur de recherches à l'I.E.D.E.S.

(1) Pour une bibliographie, voir entre autres Claval, 1966; Lasuen, 1969; Darwent, 1969; et Hansen, 1971.

(2) Paelinck déclare : « Le concept de pôle de croissance a été souvent mal compris. On l'a confondu avec les notions d'industrie clef, d'industrie de base, d'ensemble industriel; de là la conception erronée suivant laquelle le pôle de croissance serait une espèce de monument industriel élevé à la gloire d'une industrialisation régionale future, garantie d'une croissance économique certaine », dans Jean PAELINCK, La théorie du développement régional polarisé, *Cahiers de l'Institut de Sciences appliquées*, mars 1965, série L, nº 15, p. 10.

encore les moyens d'augmenter les quantités globales de l'économie tout en les diffusant dans l'espace et entre les hommes. Le problème de la distribution de la richesse n'est pas indépendant de celui de l'organisation de l'espace.

De l'espace sélectif à l'espace de tout le monde

La question de savoir à quel type d'espace s'adressaient les formulations originelles de F. Perroux (1950) dépasse largement les intentions de l'auteur. J. Boudeville (1957, 1961) a été le premier à proposer une base géographique à l'idée des pôles de croissance. L. Rodwin (1960) et J. Friedmann (1963, 1966) l'ont suivi. En fait, la conception d'un espace topologique tel que François Perroux l'a défini (1) n'exclut pas le fait que c'est sur l'espace banal que les firmes agissent. Mais c'est surtout l'espace économique qui a fait l'objet de constructions théoriques et des efforts de planification.

Ainsi la théorie des pôles de croissance dans la plupart de ses formulations traditionnelles ou récentes s'intéresse à l'espace de quelques-uns et pas à l'espace de tous. Lorsqu'on distingue un espace banal et un espace des firmes et que l'on privilégie ce dernier dans l'élaboration théorique, c'est d'une théorie aristocratique et discriminatoire qu'il s'agit. La population totale peut y être difficilement concernée.

La distinction souvent faite entre espace abstrait ou économique et espace concret ou géographique — celui-ci étant l'espace de tout le monde — ne permet pas de saisir clairement tous les éléments qui entrent dans la définition d'un espace donné (2), et empêche de localiser la hiérarchie des forces. Or l'idée d'organisation est inséparable de celles de décision et de domination. La dichotomie « espace géographique » contre « espace économique » présentée comme une contrainte méthodologique est plutôt un obstacle à l'analyse spatiale (3). Des rapports,

(1) Les espaces économiques... « ... se définissent par des relations économiques qui existent entre des éléments économiques » (PERROUX, 1961, p. 127, éd. 1961).

Il y a autant d'espaces économiques « qu'il y a d'objets de la science économique et de relations abstraites qui définissent chacun d'eux » (*ibid.*, p. 126).

(2) Gauthier (1971, p. 15) observe que « les efforts pour développer une dimension géographique à cette théorie ont été sans lendemain. Les lois de transformation de l'espace économique en espace géographique n'ont jamais été formulées de façon satisfaisante ». Jansen (1970) se plaint du peu d'intérêt que l'on porte aux structures économico-géographiques.

(3) « Il semble donc que l'on ne puisse pas isoler l'un de l'autre les deux concepts d'espace sans se priver, par le fait même, de la connaissance de leurs influences réciproques » (BÉGUIN, 1963, p. 573).

« ... la considération des seuls espaces économiques ne suffit pas pour comprendre la

pourtant si évidents, entre structure monopolistique de la production et des phénomènes tels que la macrocéphalie, les périphéries appauvries ou l'exode rural, trouveraient une meilleure interprétation dans l'optique multidisciplinaire d'un espace concret multidimensionnel mais banal, qui est celui des firmes, des institutions et de tous les hommes, ainsi que celui des réalisations d'ordre économique, politique et social.

De plus, considérer l'espace comme un système, ce qui est généralement accepté maintenant, ne suffit pas. Il faut encore savoir comment définir un système. Si on se contente de la définition classique selon laquelle un système est un ensemble d'éléments et des relations entre ces éléments et entre leurs attributs respectifs (Hall et Fagen, 1956, p. 18) (1), on arrivera difficilement à une définition opérationnelle de l'espace. En effet, comme dit M. Godelier (1972, p. 258), « un système est un groupe de structures interliées par certaines règles ». Ce sont les structures qui sont définies par « un groupe d'objets interliés par certaines règles » (2).

Ainsi, il y a loin entre d'une part mesurer les interrelations entre industries telles qu'elles sont étudiées dans les matrices d'*input-output*, et d'autre part considérer les rapports entre une structure donnée de la production et le reste du système social et du système spatial.

totalité des facteurs qui exercent une action sur les mécanismes économiques; il n'est pas douteux que l'espace géographique les influence également. Les deux concepts d'espace sont à utiliser ensemble en vue d'une meilleure connaissance de la réalité » (BÉGUIN, 1963, p. 573).

(1) « A system may be defined as a complex of interacting elements, together with their attributes and relationships. One of the major tasks in conceptualizing a phenomenon as a system, therefore, is to identify the basic interacting elements, their attributes, and their relationships. For any given system his environment comprises « the set of all objects a change in whose attributes are changed by the behaviour of the system ». » Ainsi un système constitue avec son environnement un ensemble de phénomènes qui n'a d'intérêt que dans un contexte donné (A. D. HALL et R. E. FAGEN, *Definition of system*, General Systems Yearbook, 1956).

(2) « I propose to understand by a « system » : « a group of structures interlinked by certain rules (laws) ». We are thus referred back to the idea of « structure » by which we mean : « a group of objects interlinked by certain rules (laws) ». By « object » I mean any reality whatever : individual, concept, institution, thing. By « rules » I mean the *explicit* principles whereby the elements of a system are combined and related, the norms *intentionally* created and applied in order to « organize » social life : rules of kinship, technical rules of industrial production, legal rules of land-tenure, rules of monastic life, and so on. The existence of these rules allows us to suppose that, in so far as they are followed, social life already possesses a certain « order ». »

« These definitions are actually « homogeneous » in two ways. They both refer to combinations of objects in accordance with rules, that is, realities such that one can dissociate only by abstraction the objects in relation from the relations between the objects. Unrelated objects constitute a reality deprived of meaning, and objectless relations a meaning deprived of existence. Thus, all system and all structures have to be described as « mixed », contradictory realities made up of objects and relations that cannot exist separately, such, in other words, that their contradiction *does not exclude* their unity » (M. GODELIER, 1972, p. 258).

L'approche *input-output* prônée par Lasuen (1970) concerne la croissance économique à la Rostow car elle ne sert qu'à saisir les rapports entre firmes « modernes », considérées comme dynamiques. Mais elle reste un instrument neutre, un *value-free model* (Miernyk, 1965, p. 88) et ne peut pas aider à la construction d'une théorie spatiale valable partout (1). Il est vrai que Lasuen (1969) avait également insisté sur l'intérêt d'analyser les structures d'organisation des firmes. Mais que faire d'une donnée isolée ?

Il faut aller plus loin et chercher à analyser les structures globales de production comme « éléments » d'élaboration du système spatial, c'est-à-dire la projection géographique du système social dans son sens le plus large. La mesure du succès ne serait pas, comme dans la doctrine actuellement admise, l'efficacité maximale des échanges interindustriels, consacrée par l'augmentation des *output* par unité de temps dans des conditions données d'utilisation du capital et du travail. Le problème serait plutôt centré sur la *productivité spatiale*, définie comme le meilleur arrangement géographique des ressources dont la structure de l'organisation serait préalablement définie, en vue d'une meilleure redistribution des résultats. L'idée de planification spatiale en serait enrichie.

A ces fins, il faut tenir compte des structures de l'économie en tant qu'expression des modèles de croissance adoptés ; des structures géographiques, c'est-à-dire de la localisation des hommes, des infrastructures, des activités, des institutions ainsi que de leur cadre écologique ; et enfin des structures sociales et politiques résultant de la superposition du présent et du passé et de la superposition d'influences locales, nationales et internationales. Il faut considérer les hommes et les supports de leurs activités, envisagés dans une optique transtemporelle. C'est de l'interaction de ces structures que l'on tire la définition de l'espace en tant que système, c'est-à-dire, une définition multidimensionnelle et opérationnelle.

La structure de l'espace ne dépend pas seulement de la localisation des firmes, comme l'analyse régionale classique le prétend, mais surtout des structures de l'Etat et de la production, ainsi que de la façon dont les ressources disponibles sont allouées aux différentes couches sociales. La valeur de l'individu en tant que producteur ou consommateur dépend aussi de sa position dans cet espace et varie en fonction des modifications

(1) Bien qu'avec des arguments différents des nôtres, Paelinck (1965) et Hansen (1967, 1970, 1971) avaient déjà critiqué l'utilisation de l'approche *input-output* dans la théorie des pôles de croissance.

dans la structure spatiale. Si le problème fondamental de trouver une organisation de l'espace capable d'une meilleure diffusion de la croissance est avant tout inséparable de l'idée qu'on se fait de la croissance elle-même, conditions de croissance et conditions de diffusion doivent être envisagées de concert. Pour cela, une définition des caractéristiques spécifiques de l'organisation de l'espace en pays sous-développé s'impose.

L'espace dans les pays sous-développés : les deux circuits de l'économie et leurs répercussions spatiales

L'application de la théorie des pôles de croissance aux pays sous-développés permet de soulever le problème de savoir si l'espace peut être indifféremment défini en pays développé et en pays sous-développé (1). La plupart de ceux qui se consacrent à l'analyse et à la planification de l'espace se comportent comme si les théories élaborées dans les pays développés et en fonction de leurs réalités pouvaient être transposées pour les pays sous-développés.

Une telle position a pour postulat que le Tiers Monde est « un monde en développement, » c'est-à-dire qu'il est dans une situation de transition vers ce que les pays développés sont aujourd'hui.

La notion de *similar path model* est inadéquate (McGee, 1971). Il ne s'agit pas d'un monde en développement mais d'un monde sous-développé avec ses caractéristiques propres et ses mécanismes fondamentaux. L'étude de l'histoire des pays aujourd'hui sous-développés permet de déceler une spécificité de leur évolution par rapport à celle des pays développés. Cette spécificité apparaît clairement dans l'organisation de l'économie, de la société et de l'espace.

Si les composantes de l'espace restent les mêmes partout dans le monde et forment un continuum dans le temps, elles varient quantitativement et qualitativement selon le lieu, de même que varient les combinaisons entre elles et leur processus de fusion. De là viennent les différences entre espaces.

Les espaces des pays sous-développés se caractérisent d'abord par le fait qu'ils s'organisent et se réorganisent en fonction d'intérêts lointains et le plus souvent à l'échelle mondiale. Mais ils ne sont pas atteints d'une façon massive par les forces de changement dont l'impact

(1) Etudiant le Minas (Brésil), Boudeville (1957, p. 25) rappelait en passant la différence de structures entre d'une part les Etats-Unis et l'Europe, et d'autre part le Brésil.

au contraire est très localisé et rencontre une inertie considérable à sa diffusion (Santos et Kayser, 1971).

D'autre part, les forces de modernisation imposées de l'intérieur ou de l'extérieur sont extrêmement sélectives, dans leurs formes comme dans leurs effets. Les variables modernes ne sont pas toutes accueillies en même temps ni au même endroit. Il s'agit d'une histoire spatiale sélective. A chaque modernisation, l'impact de ces forces connaît des décalages entre les diverses variables dont la combinaison donne la caractéristique du lieu. Il en résulte une grande instabilité dans l'organisation de l'espace avec des déséquilibres et des ajustements répétés.

Discontinu, instable, l'espace des pays sous-développés est également multipolarisé, c'est-à-dire qu'il est soumis et tiraillé entre une multiplicité d'influences et de polarisations issues de niveaux de décision différents. Plus l'échelle du lieu est petite, plus les impacts sont nombreux, ce qui donne une démultiplication du temps à l'échelon local (Santos, 1972).

Enfin, l'espace des pays sous-développés est marqué par les énormes différences de revenu dans la société, qui s'expriment au niveau régional par une tendance à la hiérarchisation des activités et, à l'échelle du lieu, par la coexistence d'activités de même nature mais de niveau différent. Ces disparités de revenu sont moins importantes dans les pays développés et influencent très peu l'accessibilité à un grand nombre de biens et services. Au contraire, dans les pays sous-développés, la possibilité de consommation des individus varie beaucoup. Le niveau de revenu est fonction de la localisation de l'individu qui détermine à son tour la situation de chacun en tant que producteur et en tant que consommateur.

Le comportement de l'espace se trouve ainsi affecté par ces énormes disparités de situation géographique et individuelle. Cette sélectivité de l'espace au niveau économique aussi bien que social est à notre avis la clé de l'élaboration d'une théorie spatiale. Comme des goûts nouveaux se répandent à l'échelle du pays tandis que les goûts traditionnels subsistent, l'appareil économique doit s'adapter à la fois aux impératifs d'une modernisation toute-puissante et aux réalités sociales nouvelles ou héritées. Cela est valable autant pour l'appareil de production que pour celui de distribution. Il se crée deux circuits économiques, responsables non seulement du processus économique, mais aussi du processus d'organisation de l'espace (Santos, 1971, 1972 et prochainement).

La ville ne peut donc plus être étudiée comme une machine massive. Nous avons appelé ces deux sous-systèmes le « circuit supérieur » ou

« moderne » et le « circuit inférieur ». Le circuit supérieur est directement issu de la modernisation technologique, ses éléments les plus représentatifs sont aujourd'hui les monopoles. L'essentiel de ses relations se fait hors de la ville et de la région qui l'abritent et a pour cadre le pays ou l'étranger. Le circuit inférieur formé des activités de petite dimension et intéressant surtout les populations pauvres est au contraire bien enraciné et entretient des relations privilégiées avec sa région. Chaque circuit constitue en lui-même un système ou plutôt un sous-système du système urbain.

Les activités du circuit supérieur sont responsables de la macro-organisation de l'espace. L'organisation de l'espace au niveau local est partagée entre le circuit supérieur et le circuit inférieur. C'est donc au niveau local que la dialectique entre les deux circuits s'exerce, mais les décisions macrospatiales atteignent également le circuit inférieur (Santos, prochainement). L'existence des deux circuits ainsi que leur concurrence sont ainsi un élément fondamental d'explication de l'espace et une pièce indispensable dans le processus de planification, d'autant plus que chaque circuit entretient avec l'espace de relations de la ville un type particulier de rapports : chaque ville a en réalité deux zones d'influence.

Or seul le circuit moderne a fait l'objet de recherches systématiques. L'analyse économique et, dans son sillage, l'analyse géographique ont longtemps confondu le secteur moderne de l'économie urbaine avec la ville tout entière. J. Friedmann (1961, p. 89; 1964, p. 346) n'a-t-il pas déclaré lui-même que le *folk sector*, le « secteur populaire », « est dans la ville sans en faire partie » (the folk sector is in the city but not a part of it). Le résultat est que la plupart des études ne sont pas faites sur la ville entière mais sur une partie de la ville, empêchant par là même la formulation d'une théorie authentique de l'espace.

La reconnaissance de l'existence des deux circuits oblige à une nouvelle discussion des théories consacrées telles que les exportations urbaines, les lieux centraux et les pôles de croissance qui ont servi jusqu'à maintenant de base à autant de théories de planification régionale. Il faut désormais tenir compte du circuit inférieur comme élément indispensable à l'appréhension de la réalité urbaine et régionale. La théorie des deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés apparaît comme un véritable *paradigme*, dans le sens que lui donne Kuhn (1962) pour qui, à chaque nouvelle période historique, les for-

mulations capables d'interpréter la réalité et d'offrir des solutions aux problèmes correspondants doivent être recréées et non réadaptées.

Croissance sans pôles de croissance

La théorie des pôles de croissance, comme toutes les autres théories spatiales, ne se préoccupe que du circuit supérieur. C'est-à-dire que seule la modernisation, avec l'installation d'industries motrices, serait en mesure de provoquer la croissance. Le circuit inférieur est uniquement considéré comme un frein à la croissance économique et non comme ce qu'il est — en tout cas dans sa physionomie actuelle — c'est-à-dire un résultat de la modernisation technologique.

Il y a là une série d'équivoques. Tout d'abord, les industries modernes ne sont pas forcément complémentaires. Ensuite, elles peuvent ne pas avoir d'effets latéraux importants. Enfin, des industries peuvent profiter des économies d'agglomération trouvées dans une ville sans y exercer en retour des effets d'entraînement appréciables, surtout dans le cas des industries de réexportation.

Il n'est pas sûr que les grandes industries à haut coefficient de capital soient forcément dynamiques comme l'ont pensé A. Manne (1967) et H. Richardson (1969, p. 106-107). D'après Aydalot (1965), on ne devrait réserver le nom d'industries motrices qu'à celles qui sont capables de créer des économies externes ; or celles-ci ne sont pas obligatoirement les industries de plus grande dimension. Il est donc possible d'avoir une *croissance sans pôles de croissance.*

Cette croissance se manifeste dans des lieux privilégiés de l'espace, d'autant plus qu'avec la modernisation de nouvelles économies d'échelle limitent géographiquement la création de nouvelles activités. Les villes macrocéphales et les cités industrielles sont par excellence le lieu géographique de la croissance, une manifestation de la croissance et non une cause (J. Casimir, 1968, p. 11). En même temps, tout le réseau urbain se tertiarise du fait que l'industrie moderne tue les industries traditionnelles et qu'elle est elle-même incapable de fournir des emplois en nombre suffisant. Ce tertiaire « primitif » (J. Beaujeu-Garnier, 1965) est aussi un tertiaire « refuge » (D. Lambert, 1965). Il est présent aussi bien dans les villes dépourvues d'activités secondaires que dans celles où l'industrie est importante, c'est-à-dire dans les *pôles* et dans les *non-pôles*. C'est pourquoi on peut dire que la croissance et le circuit inférieur prennent place parallèlement. La croissance — en tout cas

telle qu'elle est encore communément définie — n'apparaît donc pas comme le processus capable d'éliminer la pauvreté.

Les obstacles à la diffusion

Faute d'une diffusion sociale de la croissance, peut-on par contre admettre qu'il y a une diffusion spatiale ? Hirschman (1958) a été peut-être le premier à le penser. Comme s'il appliquait à l'espace la thèse de Schumpeter (1950, chap. 7-8) sur la « création destructive », il a suggéré le besoin d'encourager la croissance d'une région donnée, devenue ainsi région motrice d'un pays ; après quoi, la croissance serait transmise à d'autres points du territoire. C'est à la suite des idées de Hirschman et de Hagerstrand (1967, 1953) que l'on a commencé à rapprocher les notions de *pôles de croissance* et de *diffusion des innovations.* Lasuen et Friedmann ont été inclus par Gauthier (1971) dans la catégorie des diffusionnistes. Pour sa part, Berry (1972, pp. 340-341) considère que « le rôle joué par les centres de croissance dans le développement régional n'est qu'un cas particulier du processus général de diffusion des innovations, et qu'ainsi la théorie tristement déficiente des pôles de croissance peut être enrichie si on se tourne vers le cas général qui est mieux développé ». C'est encore comme base à l'hypothèse diffusionniste que Friedmann (1963, 1966) a développé la notion de pôle-périphérie *(core-periphery)*, une variante géographique des principes préalablement développés par R. Prebisch (1949) et Gunder Frank sur le plan des relations internationales.

La difficulté est, à nouveau, l'applicabilité de tels concepts sans que l'on se soit d'abord préoccupé de bien définir l'espace, son fonctionnement et ses articulations dans les pays sous-développés.

Les conditions essentielles de l'organisation de l'espace ont toujours été le résultat du jeu, libre ou orienté, de tendances à la concentration et à la dispersion, bien que ces conditions varient en fonction des formes spécifiques des modernisations et des types d'activités qui interfèrent dans l'organisation spatiale. Dans la période actuelle, du fait même des exigences de la technologie, l'appareil de production connaît une tendance croissante à la concentration qui se traduit également par une concentration dans l'espace. De même l'Etat, devenu partout un Etat moderne grâce aux nouvelles conditions de la vie internationale imposées et facilitées par la donnée technologique, se voit doté de forces centralisatrices. La centralisation ne concerne pas seulement le domaine des

décisions en matière de politique et d'économie. L'exercice des fonctions de l'Etat moderne exige une organisation des transports dont la tendance à l'intégration favorise toutes sortes de concentrations.

Toutefois la période technologique est la première dans l'histoire du Tiers Monde à connaître la diffusion généralisée de deux de ses variables élaborées dans le centre : la diffusion des informations et celle de la consommation, et cela est plus sensible en Amérique latine qu'ailleurs. Il en résulte certes une tendance aux migrations, mais celles-ci ne touchent qu'une partie de la population du fait même que la révolution des transports facilite la diffusion de certains biens. Mais, d'autre part, l'Etat n'est pas et ne peut pas être indifférent aux nouvelles nécessités ainsi créées mais qui restent hors de la portée de la plupart des individus. Il est donc appelé à fournir, à titre gratuit ou presque gratuit, un certain nombre de services, tels que l'éducation et la santé, et qui ont un rôle de fixation, au moins provisoire. Ainsi, la distribution des biens et la fourniture de services qui supposent une dimension minimale de l'agglomération sont responsables de la création de petites villes dans l'intérieur, tandis que la concentration de la production avec création de monopoles est responsable des macrocéphalies.

Nous avons donc comme facteurs de concentration l'organisation de la production et l'Etat, et comme facteurs de dispersion la population par ses exigences nouvelles fondées sur la diffusion de l'information et de la consommation, et de nouveau l'Etat.

Selon que l'Etat utilise ses ressources pour faciliter directement ou indirectement la concentration de la production, ou qu'il les utilise pour fournir sur place à la population des services, les résultats sont fort différents. Le problème cependant n'est pas seulement de vouloir, mais aussi de pouvoir, étant donné que les concentrations conduisent aux formes monopolistiques et oligopolistiques d'organisation, lesquelles partagent avec l'Etat non seulement l'épargne populaire, mais le pouvoir de décision qu'elles utilisent en leur faveur ; c'est-à-dire qu'elles aggravent encore la concentration.

On peut donc avec Myrdal (1957) parler d'une croissance cumulative. L'idée selon laquelle, à un moment donné, les économies externes et d'agglomération seraient remplacées par des déséconomies ne serait valable que si les grandes firmes prenaient en charge les infrastructures.

J.-C. Funes (1972) critique l'analogie qu'on a voulu établir entre pays développés et pays sous-développés lorsqu'on suggère les possi-

bilités de diffusion à partir d'une région plus développée. Puisque la croissance est cumulative dans les mêmes points ou régions, la diminution de l'écart des revenus régionaux ne peut être obtenue avec une croissance soutenue. C'est encore à Funes (1972) de rappeler que « les économies externes et d'agglomération sont utilisées par les secteurs capitalistes des centres urbains respectifs, tandis que les déséconomies sont résorbées par l'Etat et par toute la population du pays » (1).

Dans les villes intermédiaires, la localisation d'activités modernes, à commencer par les industries, ne dépend pas de l'importance de la demande d'innovation comme J. Friedmann (1969, p. 10) l'avait pensé (2). B. Berry s'est également trompé (1971, p. 116 ; 1972, p. 340-342) lorsqu'il suggère l'existence d'un processus de *filtering down* hiérarchique, c'est-à-dire suivant la règle du *rank-size* (3). Ces auteurs font abstraction des réalités du monde actuel et de leurs projections dans le Tiers Monde comme par exemple le rôle des structures globales de la production dans l'organisation de l'espace. Berry (1972, p. 342) donne comme l'une des raisons du *hierarchical filtering* la migration des firmes des plus grandes villes vers les villes moyennes, à la recherche de main-d'œuvre bon marché. Lasuen (1969, p. 150) a montré que « les différences de salaire entre régions ne sont pas un facteur de localisation dominant ». C'est en termes de systèmes de structures — dans l'optique de Godelier que nous avons déjà mentionnée — qu'il faut raisonner. Oublier cela ne peut mener qu'à des équivoques. C'est pourquoi des théories comme celle de la « décentralisation concentrée » (Rodwin, 1960) restent sans lendemain, tandis que partout s'aggravent la concentration sélective et

(1) « Cette approche suppose la possibilité de deux types d'économies et de déséconomies : globales ou sociales, et individuelles (entreprises et familles). Tandis qu'il y a la possibilité d'un transfert des déséconomies individuelles, des entreprises et des personnes — situées dans les grandes villes — vers le secteur public (à cause des exigences d'infrastructures de plus en plus chères mais sans hausse proportionnelle des tarifs) ou vers la population de tout le pays (par l'intermédiaire des prix et services produits et offerts par les grandes villes) il est évident qu'il n'y aura pas d'encouragement pour le transfert vers d'autres centres urbains (à cause des déséconomies pour les firmes et les ménages) comme le prétend la théorie élaborée dans les pays actuellement développés. Ceci semble un des points critiques pour comprendre le processus d'urbanisation en Amérique latine mais il n'a pas été pris en considération dans les recherches entreprises jusqu'à maintenant » (J. Funes, 1972).

(2) Lorsqu'il analyse les conditions de la diffusion de l'innovation, Friedmann (1969, p. 10) dit que la demande effective est un facteur déterminant : plus la demande est importante, plus sera grande la probabilité de l'innovation (the greater this demand, the higher will be the probability of innovation).

(3) « ... the innovation potential of a center is function of its own rank in the urban hierarchy, and the force exerted on it by virtue of its location relative to the other centers in the hierarchy that have already adopted the innovation » (Berry, 1972, p. 342).

cumulative de la production moderne et la diffusion généralisée de l'appauvrissement.

Pôles de développement et justice sociale

Comment concevoir des pôles de croissance qui tiennent compte d'une bipolarisation, représentée par l'existence des deux circuits de l'économie urbaine ?

Il s'agit de trouver les moyens de diffuser spatialement la croissance et d'éviter que la modernisation, par manque d'effets positifs sur le circuit inférieur, ne contribue à grossir celui-ci et à aggraver la pauvreté. Les estimations de D. Morse (1970) selon lesquelles 300 millions d'emplois devraient être créés dans les pays sous-développés d'ici 1980 suscitent un débat passionné sur les moyens de résoudre le problème. G. Jones (1971, p. 127) imagine, comme d'ailleurs beaucoup d'autres, que la solution serait d'introduire dans le Tiers Monde des technologies de niveau intermédiaire *(intermediate technologies)*. D'autres, comme Ramos (1970, p. 229), admettent que la coexistence de technologies modernes et traditionnelles en proportions différentes peut assurer le plein emploi. Mais le problème est autant économique que spatial. Kuklinski (1972, p. 220) dit avec raison que « nous devons nous rappeler que le principal objectif de notre temps est l'égalité entre les hommes et pas entre les lieux». Néanmoins, le problème de l'égalité entre les hommes est inséparable d'une organisation de l'espace adéquate, fondée sur une structure de la production adéquate. Comment l'obtenir ? Le premier problème est de trouver une structure de la production qui soit en même temps capable d'assurer la transmission de la croissance des secteurs modernes vers les secteurs non modernes et de mieux répartir ainsi les ressources.

Imaginons un moment qu'il est possible de modifier l'actuelle structure de la production et, en conséquence, celle de la consommation. Cette modification se ferait dans le sens prôné par R. Gendarme (1963, p. 355) avec « retournement du secteur moderne vers l'intérieur ». La libération vis-à-vis des modèles internationaux entraînerait d'une part la réduction de l'échelle et de l'indivisibilité des investissements, et d'autre part libérerait davantage de ressources internes et externes. Cela aurait comme première conséquence une déconcentration de l'activité « moderne » capable désormais de s'implanter en dehors du *core*. Débarrassé du besoin de partager les ressources nationales avec des structures oligopolistiques, l'Etat serait à même d'investir davantage dans les périphéries,

autant dans le domaine social que dans le domaine agricole. Ces deux mouvements auraient comme conséquence un renforcement des villes intermédiaires et des villes locales, tandis que les citoyens seraient moins pauvres puisqu'ils pourraient utiliser un plus grand nombre de services publics et auraient une plus grande accessibilité aux biens et services fournis par les firmes privées.

Revenons à ce qui se passe actuellement dans les villes des pays sous-développés. On peut constater, surtout dans les métropoles et dans les villes intermédiaires, un *circuit supérieur marginal* à côté d'un *circuit supérieur proprement dit* (Santos, prochainement). Dans les villes intermédiaires, les rapports du circuit supérieur marginal avec le circuit inférieur et avec la population correspondante sont plus importants que ceux du circuit supérieur. Ces activités ressemblent à celles du circuit inférieur du fait qu'elles sont créées en fonction d'une demande régionale et n'ont pas une portée extrarégionale. Dans les métropoles, ce circuit supérieur marginal est tactiquement un allié du circuit supérieur. Ils forment un système par la communauté d'intérêts dans la formation des prix et pour le partage du marché. Mais le circuit supérieur marginal des villes intermédiaires ne participe pas à une telle alliance ; sa survie suppose l'absence de conditions pour que la concurrence du circuit supérieur s'installe durablement. Le cas de Barquisimeto au Venezuela est typique de cette industrialisation « ascendante ». Les progrès de la technologie, de la gestion et des transports conduisent toutefois, un jour ou l'autre, à la décadence des firmes du circuit supérieur marginal, et toute la décision, sinon toute la production, se fait dans la ville macrocéphale. Le circuit supérieur marginal était en mesure d'approvisionner les populations voisines, tout en fournissant localement un nombre plus grand d'emplois directs et indirects. Néanmoins, il a du mal à subsister du fait de l'influence d'un système de production qui est supposé augmenter la productivité de l'économie mais affaiblit l'Etat, débilite les villes intermédiaires, réduit le nombre d'emplois et aggrave le problème de la pauvreté.

En fait, il n'est pas prouvé que ce soit les grandes unités de fabrication qui aient les plus hauts niveaux de productivité (Messner, 1966, p. 243 ; Owen et Shaw, 1972, chap. 6) (1). De plus, il ne faut pas oublier les

(1) « Le mythe de la productivité plus élevée dans la grande entreprise doit être réduit à ses dimensions réelles. Les capacités de production ne correspondent pas exactement aux indicateurs de productivité » (J. Messner, 1966, p. 243).

abondantes ressources en main-d'œuvre dont le contraste avec la carence en capitaux appelle depuis longtemps à une solution plus rationnelle aux problèmes du Tiers Monde.

Une réduction du *gap* technologique pourrait permettre des rapports moins spoliatifs entre le circuit supérieur et le circuit inférieur. Dans les conditions présentes, si le circuit inférieur a un rôle de tampon entre l'économie moderne et les masses appauvries qu'il emploie, il est surtout une courroie de transmission de l'épargne populaire qui « monte » par différents canaux vers le circuit moderne. Celui-ci, dominant, est le seul bénéficiaire de ce que G. Bedford (1972) a appelé la pauvreté persistante *(persistent poverty)*. Dans les conditions que nous venons de simuler, du fait même que les citoyens seraient moins pauvres, le circuit inférieur se transformerait par l'augmentation de sa productivité et se rapprocherait davantage du circuit moderne. *Celui-ci serait moins moderne, moins supérieur ; celui-là moins inférieur.* Renforcées, les villes intermédiaires auraient un rôle véritablement régional. Capables ainsi de commander effectivement leur région, ces villes auraient de nombreux effets d'entraînement autant sur le plan économique que sur le plan social. Elles seraient de véritables pôles de développement économique et social. Les courants migratoires seraient redistribués entre les diverses villes du réseau et on serait en présence d'un système de pôles de croissance, comme Hansen (1971, p. 195) l'avait suggéré, au lieu d'un seul pôle. Mais ce seraient avant tout des pôles de développement économique et social.

Notre modèle est très général et doit être retravaillé pour tenir compte des réalités de chaque pays. La combinaison des possibilités économiques et politiques donnera la mesure du succès des initiatives. On ne doit pas oublier, néanmoins, que toute solution isolée ne peut être vraiment efficace que si elle est considérée uniquement comme un élément d'une stratégie globale, jamais comme une solution autonome.

RÉFÉRENCES

Alonso (William), Urban and Regional Imbalances, in *Economic Development and Cultural Change*, 1968, vol. 17, n° 1, pp. 1-14.

Aydalot (Philippe), Note sur les économies externes et quelques questions connexes, *Revue économique*, nov. 1965, XVI.

Beaujeu-Garnier (J.), *Trois milliards d'hommes*, Paris, Hachette, 1965.

Beckford (George), *Persistent Poverty, Underdevelopment in plantation economies of the Third World*, Londres, Oxford University Press, 1972.

Beguin (H.), Aspects géogr. de la polarisation, *Revue Tiers-Monde*, 1963, n° 16, pp. 559-608.

Berry (Brian), City Size and Economic Development : Conceptual Synthesis and Policy Problems, with Special Reference to South and Southeast Asia, *in* Leo Jakobson et Ved Prakash, édit., *Urbanization and National Development*, Beverley Hills, Sage Publications, 1971, pp. 111-155.

Berry (Brian J. L.), Hierarchical Diffusion : The Basis of Developmental Filtering and Spread in a System of Growth Centers, *in* P. W. English et R. C. Mayfield (édit.), *Man, Space and Environment*, Oxford University Press, 1972, pp. 340-359.

Boudeville (Jacques), Contribution à l'étude des pôles de croissance brésiliens : Une industrie motrice, la sidérurgie du Minas Gerais, *Cahiers de l'I.S.E.A.*, Paris, 1957, série F, n° 10.

Boudeville (Jacques), *Les espaces économiques*, Paris, P.U.F., 1961.

Boudeville (Jacques), Schéma de recherche pour une analyse de la polarisation, *in* A. Kuklinski, J. Boudeville, F. Lefebvre, P. Vellas, P. Viot, M. Amadio, *Pôles de développement et centres de croissance dans le développement régional*, Paris, Dunod, 1970, pp. 17-24.

Casimir (Jean), A Teoria dos Polos de Desenvilvimento e sua Aplicacao aos Paises subdesenvolvidos, *America Latina*, octobre 1968, vol. III, pp. 3-16.

Claval (Paul), la théorie des lieux centraux, *Revue de géographie de l'Est*, 1966, pp. 131-152.

Coraggio (Jose Luis), Hacia una revision de la teoria de los polos de desarollo, *E.U.R.E., Revista Latino-Americana de Estudios Urbano Regionales*, mars 1972, vol. II, n° 4, pp. 25-39.

Darwent (D. F.), Growth Poles and Growth Centers in Regional Planning : a Review, *Environment and Planning*, 1969, vol. 1, pp. 5-32.

Friedmann (John), Cities in Social Transformation, *Comparative Studies in Society and History*, juillet 1961, vol. 4, pp. 86-103. Aussi *in* J. Friedmann et W. Alonso, *Regional Development and Planning*, Cambridge, Mass., M.I.T. Press, 1964.

Friedmann (John), Regional Economic Policy for Developing Areas, in *Papers and Proceedings, The Regional Science Association*, 1963, vol. 11.

Friedmann (John), *Regional Development Policy, A Case Study of Venezuela*, Cambridge, Massachusetts, M.I.T. Press, 1966.

Friedmann (John), *A General Theory of Polarized Development*, University of California at Los Angeles, revue, oct. 1969 (miméog. 47 p.). Aussi *in* Niles Hansen (édit.), *Growth Centers in Regional Economic Development*, New York, The Free Press, 1972.

Funes (Julio Cezar), introduction, *in* J. C. Funes (édit.), *La Ciudad y la Region para el Desarollo*, Caracas, Comisión de Administracion Publica, 1972.

Gakenheimer (Ralph), Analysis para la planificación metropolitana en America Latina : La adaptación de métodos, *Revista Eure*, juillet 1971, vol. 1, n° 2, pp. 55-66.

Gauthier (Howard L.), Economic Growth and Polarized Space in Latin America : A Search for Geographic Theory ?, *Conference of Latin Americanist Geographers*, Syracuse, déc. 1971, miméog., 17 p.

Gendarme (René), *La pauvreté des nations*, Paris, Editions Cujas, 1963.

Godelier (M.), *Rationality and Irrationality in Economics*, London, N.L.B., 1972.

Hagerstand (Torsten), *Innovation Diffusion as a Spatial Process*, The University of Chicago Press, 1967 (d'abord publié en Suède, 1953).

Hall (A. D.) et Fagen (E.), Definition of System, *General Systems Yearbook*, 1956.

Hansen (N. M.), *Development pole theory in a regional context in Kyklos*, 1967, vol. 20, pp. 709-725, aussi *in* Dean McKee et Leahey, *Regional Economics*, The Free Press, 1970, pp. 121-135.

Hansen (N. M.), *Intermediate-Size Cities as Growth Centers, Applications for Kentucky, the Piedmont Crescent, the Ozarks and Texas*, New York, Washington, Londres, Praeger Publishers, 1971.

Hirschman (Albert O.), *The Strategy of Economic Development*, New Haven, 1958.

Jansen (A. C. M.), *The Value of the growth pole theory for economic geography*, Tijdschrift voor Econ. en Soc. Geografie, mars-avr. 1970, pp. 67-76.

JONES (Graham), *The Role of Scincee and Technology in Developing Countries*, Londres, New York, Toronto, Oxford University Press, 1971.
KUHN (Thomas S.), *The Structure of Scientific Revolutions*, The Univ. of Chicago Press, 1962.
KUKLINSKI (A.), Pôles de croissance et centres de croissance en matière de politique et de planification régionale, *in* A. KUKLINSKI, J. BOUDEVILLE, F. LEFEBVRE, P. VELLAS, P. VIOT, M. AMADIO, *Pôles de développement et centres de croissance dans le développement régional*, Paris, Dunod, 1970, pp. 11-15.
LAMBERT (Denis), L'urbanisation accélérée de l'Amérique latine et la formation d'un secteur tertiaire refuge, *Civilisations*, 1965, vol. XV.
LASUEN (J. R.), On growth poles, *Urban Studies*, juin 1969.
LASUEN (José Ramon), De los Polos de Crescimento, numéro spécial sur la région et la ville, *Cuadernos de la Sociedad Venezolana de Planification*, Caracas, nov. 1969, nos 68-69.
LASUEN (J. R.), *A Generalisation of the Growth Pole Notion*, Paper prepared for the Comission on Regional Aspects of Economic Development, Vitoria, Brazil, International Geographical Union, 1971.
MANNE (A.), *Investments for Capacity Expansion : Size, Location, and Time-Phasing*, Cambridge, M.I.T. Press, 1967.
MCGREE (T. G.), *The Urbanization Process in the Third World*, London, Bell Sons, 1971.
MESSNER (Johannes), L'entrepreneur propriétaire, *in* F. BLOCH-LAINÉ et F. PERROUX (édit.), *L'entreprise et l'économie du XXe siècle*, Paris, P.U.F., 1966, pp. 241-256.
MIERNYK (William H.), *The Elements of Input-Output Analysis*, N. Y., Random House, 1965.
MORSE (David), *Dimensions of the employment problem in developing countries*, Keynote paper at the Cambridge Conference on Development, 1970.
MYRDAL (Gunnar), *Economic Theory and Underdeveloped Countries*, 1957.
OWENS (Edgar) et SHAW (Robert), *Development Reconsidered*, Lexington Books, 1972.
PAELINCK (Jean), La théorie du développement régional polarisé, *Cahiers de l'Institut de Science économique appliquée*, mars 1965, série L, n° 15.
PERROUX (François), Economic Space : Theory and Applications, *in* J. FRIEDMANN et William ALONSO (édit.), *Regional Development and Planning*, M.I.T. Press, 1964, pp. 21-36 (reprinted from *Quarterly Journal of Economics*, vol. 64, févr. 1950). Aussi *in* F. PERROUX, *L'économie du XXe siècle*, Paris, P.U.F., 3e éd., 1969 (1re éd. 1961), pp. 159-177).
PERROUX (François), Note sur la notion de pôle de croissance, *Economie appliquée*, 1955, vol. VII, nos 1-2 (aussi *in* Dean MCKEE et LEAHY, *Regional Economics*, The Free Press, 1970, pp. 93-103 : « Note on the Concept of « growth poles ». »
PREBISCH (Paul), *The Economic Development of Latin America and Some of Its Problems*, New York, E.C.L.A., 1949.
RAMOS (Joseph R.), *Labor and Development in Latin America*, Institute of Latin American Studies, New York et Londres, Columbia University Press, 1970.
RICHARDSON (Harry W.), *Elements of Regional Economics*, Penguin Books, 1969.
RODWIN (Lloyd), Metropolitan Policy for Developing Areas, *Daedalus*, hiver 1960, pp. 132-146.
SANTOS (Milton), *Les villes du Tiers Monde*, Paris, Editions M.-Th. Genin, 1971.
SANTOS (Milton), Los Dos Circuitos de la Economia Urbana en los Paises Subdesarollados, *in* J. C. FUNES, 1972.
SANTOS (Milton), Dimension temporelle et systèmes spatiaux dans les pays du Tiers Monde, *Revue Tiers-Monde*, avril-juin 1972, t. XIII, n° 50, pp. 247-268.
SANTOS (Milton), *The Shared Espace*, Methuen, London (Series Geog. and Dev.), à paraître.
SANTOS (Milton) et KAYSER (Bernard), Espaces et villes du Tiers Monde, *Revue Tiers-Monde*, janv.-mars 1971, n° 45.
SCHUMPETER (J. A.), *Capitalism, Socialism and Democracy*, New York, Harper Brother Publishers, 3e éd., 1950 (1re éd., 1942).

Sommaire

ARTICLES :

Milton SANTOS : Sous-développement et pôles de croissance économique et sociale 271

Aimé TEYSSIER D'ORFEUIL : Financement externe et codes des investissements 287

David McKEE et William H. LEAHY : Le dualisme et l'intégration économique régionale et urbaine 315

Moïses IKONICOFF : Concentration du revenu, grandes firmes multinationales et modèle de développement en Argentine 327

Georges FISCHER : Un trait d'union : Annie Besant (1847-1933) 341

S.I.F.I. : Réflexions sur l'article de Christian Palloix paru dans *Tiers Monde*, nº 57 357

Denis BERGMANN : Le développement agricole des Petites Antilles. Nécessités et difficultés 363

Isaac JOHSUA : Les ensembles agro-industriels : le cas de l'industrie sucrière cubaine 381

Jean-Marie MIGNON : Le Plan communal algérien : l'expérience des programmes spéciaux de Constantine et d'Annaba 389

M. SADROLACHRAFI : Les nouvelles méthodes d'exploitation agricole dans les villages iraniens 397

CHRONIQUE INTERNATIONALE :

— Second National Development Research Conference. Université de Norwich, 20-22 septembre 1973 407

— La Conférence européenne de la Société internationale pour le Développement (S.I.D.), Oxford, 24-26 septembre 1973 408

— Colloque sur l'analyse des projets de développement. Université de Clermont-Ferrand, 12-13 novembre 1973 409

— Colloque franco-indien. Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 13-15 décembre 1973 411

A l'I.E.D.E.S. : Georges Fischer 413

BIBLIOGRAPHIE :

C. CAMILLERI : Les tendances de la recherche en Afrique. Analyse d'une bibliographie récente : A. Bouhdiba, *La Sociologie du développement africain* 415

Philippe HUGON : A propos de l'ouvrage de Samir Amin, *Le développement inégal* 421

1) *Sur diverses implications scientifiques du développement* : ouvrages de Y. LAULAN ; R. GRANDAMY ; N. BIRNBAUM ; F. J. VAN HOEK ; A. LIONTAS 434

2) *Sur le développement en Afrique* : ouvrages de G. GOSSELIN ; M. UPTON ; J. CALOT et C. BOUQUET ; A. LERICOLLAIS ; LÊ CHAU 440

3) *Sur le développement en Asie* : ouvrages de F. DORÉ ; A. PEYREFITTE ; K. S. KAROL ; R. O. WHYTE ; J. DUPUIS ; V. K. R. V. RAO ; P. DESAI ; E. WHITCOMBE ; J. ROBERTS ; T. S. EPSTEIN ; J. STOECKEL et M. A. CHOUDHURY ; KIM IL SUNG 443

4) *Sur le développement en Europe* : ouvrages du Commissariat général du Plan, de J.-M. TREILLE ; P. MATTICK ; P. BERNOUX 450

1974-3. — Imprimerie des Presses Universitaires de France, Vendôme (France)

IMPRIMÉ EN FRANCE